

Document

La Chine et les grèves [1/2]: Le pouvoir et les considérations sociales (04.07)

Slate.fr – 03.07

En avril dernier, à un dirigeant européen qui lui demandait quelles étaient ses principales préoccupations, le Président Hu Jintao répondait:

- 1/ les conséquences de la pollution
- 2/ les mécontentements provoqués par les inégalités sociales.

Ce classement s'est sans doute inversé avec les mouvements de grève apparus depuis la fin mai dans le sud de la Chine.

Un changement de comportement

Les dirigeants chinois ont eu à endiguer un genre de revendication nouveau dans le pays. Des jeunes ruraux, venus se faire embaucher dans ces usines qui produisent à bas coûts pour l'exportation, réclament des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. *«Pendant une vingtaine d'année, le développement industriel et urbain chinois a fait appel à une main d'œuvre structurée et disciplinée originaire des lointains villages du centre du pays»*, explique Jean-Louis Rocca, chargé de recherches à Sciences-Po et professeur de sociologie à l'université Tsinghua de Pékin.

Ces migrants travaillaient sans se plaindre avant de retourner dans leur village. Aujourd'hui, leurs enfants sont différents: ils travaillent en ville et veulent s'y intégrer.

Le premier réflexe d'un directeur d'usine confronté à un arrêt de travail est de demander aux autorités locales l'intervention musclée de la police, ce qui permet ensuite de licencier les meneurs. Cette fois-ci, le gouvernement a rapidement imposé un autre comportement.

Début juin, les médias officiels ont relaté les treize suicides survenus en quelques semaines chez Foxconn (société taïwanaise qui fournit notamment des éléments électroniques de l'iPhone) puis l'arrêt de chaînes d'assemblages du constructeur automobile japonais Honda. Il y a sans doute d'autres conflits en cours. Mais ces deux entreprises sont portées en exemples. Puisqu'il s'agit de dénoncer les mauvais traitements infligés à des travailleurs, il est sans doute plus facile de montrer du doigt des entreprises à capitaux extérieurs que des sociétés 100% chinoises. En tout cas, en quelques jours, et avec l'assentiment du pouvoir politique, la condition ouvrière en Chine a cessé d'être un sujet tabou.

Renforcer la consommation

De la crise qui a frappé le monde il y a deux ans, le Parti communiste chinois a tiré l'idée que si ces migrants sont mieux payés, ils consommeront davantage. La demande intérieure en sera renforcée. A terme, elle pourra prendre le relais des exportations comme soutien de la croissance. Grâce aux revendications ouvrières, ce point de vue vient de faire un véritable bond en avant.

Le Quotidien du Peuple le proclame le 10 juin:

Les compagnies chinoises ou étrangères peuvent s'attendre à de fortes hausses de salaires dans les années qui viennent.

Peu après, Honda accorde une augmentation de 24% à ses salariés. A Shenzhen, où se trouve Foxconn, les salaires sont augmentés de 70%. Dans 14 régions, les bas salaires sont relevés dans des proportions

allant jusqu'à 20%. *«Le mouvement de hausse du pouvoir d'achat des salariés est parfaitement coordonné à travers le pays. Le gouvernement l'avait planifié depuis plusieurs mois. Les grèves ont permis de le déclencher»*, confie sous le sceau de l'anonymat le rédacteur en chef d'un journal économique de Pékin.

Réorienter l'économie vers le marché intérieur ne signifie pas tourner brutalement la page de la Chine «usine du monde». Nombre d'experts chinois affirment que, grâce aux hausses de salaires, les entreprises exportatrices performantes vont améliorer leur compétitivité, ce qu'elles ne faisaient pas avec une main-d'œuvre très peu chère. De plus, des ouvriers mieux payés devraient peu à peu être affectés vers des productions plus élaborées.

Dans l'immédiat, l'objectif gouvernemental est d'assainir le secteur de l'exportation. Yu Faming, directeur du département de la promotion de l'emploi au ministère de la Sécurité Sociale l'indiquait le 17 juin dans le quotidien Xin Jing Bao:

Pour des entreprises de bas niveau qui se développent de manière extensive, comme celles qui, par exemple, ne gagnent que quelques centimes sur la fabrication de jouets ou de chaussures, qu'elles quittent la Chine du fait des hausses de salaires n'est pas un problème.

Dans la région de Canton, on redoute cependant une délocalisation massive vers le Vietnam, l'Indonésie ou l'Inde. Mais la Chine reste sûre d'elle-même. Li Xiaogang, directeur du centre de recherche sur les investissements étrangers à l'Académie des sciences sociales de Shanghai, l'affirme:

La Chine possède des infrastructures solides, une stabilité politique, un énorme marché intérieur et des compétences professionnelles élevées, toutes choses avec lesquelles peu de ses pays voisins peuvent rivaliser.